



11 décembre 2020

Communiqué de Presse de la Délégation France insoumise au  
Parlement européen

## **Accord sur le budget européen et le plan de relance : un renoncement de plus**

En pleine période de crise, la mise en œuvre du plan de relance et du budget européen sont particulièrement attendues. Elles ont déjà pris trop de retard et nous sommes donc satisfaits que les délais ne soient pas prolongés.

Toutefois, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une Europe qui se laisse dicter son agenda par deux États voyous et liberticides : la Hongrie du Fidesz et la Pologne du PiS.

Grâce à leur intolérable chantage, ces deux pays sont en effet parvenus à faire plier l'Union européenne. Ils évitent ainsi que le mécanisme sur l'état de droit ne vienne trop perturber leurs violations des pouvoirs judiciaires, des droits des personnes LGBTQI et des migrants.

La déclaration ajoutée à l'accord et négociée de manière totalement opaque entre la présidence allemande, la Hongrie et la Pologne, limitera en effet le lancement et l'utilisation du mécanisme sur l'état de droit. Elle remet en outre en cause un accord obtenu entre le Conseil et le Parlement européen, pourtant la seule institution élue démocratiquement en Europe.

Les ajustements proposés donneront du temps à Viktor Orbán pour se prémunir de toute sanction financière. Pendant ce temps, ce sont les droits de l'homme qui seront une fois de plus affaiblis.

Pour la délégation de la France insoumise, il est incompréhensible qu'Emmanuel Macron et Angela Merkel, qui se font pourtant les chantres de la liberté, accèdent ainsi au chantage de l'extrême droite.

A moins que le président français ne craigne lui-même d'être sanctionné pour les manquements de l'état de droit en France ?